

**Arrêté n° 2024-204 modifiant l'arrêté n° 2023-519 du 18 décembre 2023 fixant la liste des publications de presse et des services de presse en ligne (SPEL) à publier les annonces judiciaires et légales (AJL) pour l'année 2024 dans le département des Landes**

La préfète,  
Chevalier de la Légion d'honneur  
Officier de l'ordre national du Mérite

**VU** la loi n° 55-4 du 4 janvier 1955, concernant les annonces judiciaires et légales, modifiée en dernier lieu par l'article 3 de la loi n° 2019-486 du 22 mai 2019 relative à la croissance et la transformation des entreprises,

**VU** la loi n° 86-897 du 1<sup>er</sup> août 1986 portant réforme du régime juridique de la presse,

**VU** le décret n° 2009-1340 du 29 octobre 2009 pris pour l'application de l'article 1<sup>er</sup> de la loi n° 86-897 du 1<sup>er</sup> août 1986 portant réforme du régime juridique de la presse,

**VU** le décret n° 2012-1547 du 28 décembre 2012 modifié relatif à l'insertion des annonces légales portant sur les sociétés et fonds de commerce dans une base de données numérique centrale,

**VU** le décret n° 2019-1216 du 21 novembre 2019 modifié relatif aux annonces judiciaires et légales,

**VU** l'arrêté du 21 décembre 2012 modifié relatif au tarif annuel et aux modalités de publication des annonces judiciaires et légales,

**VU** l'arrêté préfectoral n° 2022-393 du 22 décembre 2022 portant publication de la liste des publications de presse et des SPEL (service de presse en ligne) habilités à publier les annonces judiciaires et légales dans le département des Landes pour l'année 2023,

**VU** les lignes directrices diffusées le 23 octobre 2023 par le ministère de la Culture relatives aux modalités d'inscription sur la liste départementale des publications de presse et services de presse en ligne susceptibles de recevoir les annonces légales,

**CONSIDÉRANT** que le complément d'information transmis par le directeur de la SARL ARC EN CIEL « LE PETIT JOURNAL », fait apparaître une vente effective dans le département certifiée par un expert-comptable conforme aux lignes directrices,

**SUR PROPOSITION** de la secrétaire générale de la préfecture des Landes,

**ARRÊTE**

**Article 1** – L'article 1 de l'arrêté du 18 décembre 2023 est modifié comme indiqué ci-dessous :

Publication de presse

Les Annonces Landaises - COMPO ECHOS - 108 Rue Fondaudège - 33000 Bordeaux

Les Petites Affiches Landaises - 25 Rue Gambetta - BP 40131 - 40103 Dax

Courrier Français des Landes - Rue Dr Jean Vincent - CS 52052 - 33071 Bordeaux

Sud-Ouest – SAPESO - 23 Quai de Queyries - 33100 Bordeaux

Le Sillon – Société d'Éditions Agricoles du Bassin de l'Adour - Maison de l'agriculture - 124 Boulevard Tourasse - 64078 Pau

Le Petit Journal des Landes – Editions ARC en Ciel SARL – 1300 Avenue d'Ardus BP 386 82000 Montauban

.../...

Service de Presse En Ligne

- annonces-landaises.com (COMPO ECHOS 108 Rue Fondaudège 33000 Bordeaux)
- courrier-francais.com/landes (Société Nouvelle Courrier Français Rue du Dr Jean Vincent CS 52052 33071 Bordeaux)
- sudouest.fr (SAPESO - 23 Quai de Queyries 33100 Bordeaux)
- lesillon.info (Société d'Editions Agricoles du Bassin de l'Adour - Maison de l'Agriculture - 124 Bld Tourasse 64078 Pau Cedex)
- actu.fr (PUBLIHEBDOS SAS – 261 rue de Châteaugiron 35051 Rennes cedex 9)
- lemoniteur.fr (GROUPE MONITEUR SAS – 10 Place du Général de Gaulle Antony parc 2 92186 Antony Cedex)

**Article 2** – Le reste de l'arrêté du 18 décembre 2023 sans changement.

**Article 3** – La secrétaire générale de la préfecture des Landes, le sous-préfet de Dax, les maires du département et toutes les autorités de contrôle sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera inséré au recueil des actes administratifs des services de l'État dans le département et dont copie sera adressée au ministre de la culture, aux présidents des tribunaux judiciaires de Mont-de-Marsan et de Dax et aux publications de presse et SPEL cités à l'article 1 du présent arrêté.

Mont-de-Marsan, le **11 MARS 2024**

Pour la préfète et par délégation,  
la secrétaire générale,



Stéphanie MONTEUIL

**Voies et délais de recours :**

La présente décision peut faire l'objet, dans un délai de deux mois à compter de sa notification, d'un recours gracieux auprès de la préfecture des Landes, d'un recours hiérarchique auprès du ministre d'Intérieur, d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Pau (50 Cours Lyautey BP 50543 64010 PAU Cedex).

Dans le cas d'un recours gracieux ou hiérarchique, à compter du nouveau refus, vous disposez d'un délai de deux mois pour déposer un recours contentieux devant le tribunal administratif.